

La guerre en Ukraine et l'économie marocaine : Étude des répercussions sur le pouvoir d'achat

The war in Ukraine and the Moroccan economy: A study of the repercussions on purchasing power

Jamal EL AMYN, (Doctorant chercheur)

*Laboratoire de Recherches en Economie, Gestion et Management des Affaires « LAREGMA »
Faculté d'économie de Settat
Université Hassan Premier, Settat - Maroc*

Youness DABNICH, (Docteur chercheur)

*Laboratoire de Recherches en Economie, Gestion et Management des Affaires « LAREGMA »
Faculté d'économie de Settat
Université Hassan Premier, Settat – Maroc*

Adresse de correspondance :	UNIVERSITE HASSAN PREMIER FEG SETTAT Km 3, route de Casa BP 26000, Settat
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	EL AMYN, J., & DABNICH, Y. (2023). La guerre en Ukraine et l'économie marocaine : Étude des répercussions sur le pouvoir d'achat. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-1), 223-239. https://doi.org/10.5281/zenodo.10396886
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: September 11, 2023

Accepted: December 15, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 6-1 (2023)

La guerre en Ukraine et l'économie marocaine : Étude des répercussions sur le pouvoir d'achat

Résumé :

Cet article est consacré à une analyse plus approfondie de l'évolution de l'inflation au Maroc avant et pendant la guerre en Ukraine, avec pour objectif principal de mettre en évidence les nuances de l'impact de ce conflit sur le pouvoir d'achat des Marocains. Actuellement, le paysage économique mondial (en particulier la réalité au Maroc) connaît une instabilité généralisée en raison des tensions en Ukraine. Le Maroc est inévitablement entraîné dans cette dynamique en raison de ses liens étroits avec les marchés mondiaux.

Le conflit a entraîné une incertitude accrue sur le marché mondial, affectant directement les coûts d'importation du Maroc et la stabilité du taux de change. Le pouvoir d'achat des Marocains s'en trouve considérablement affecté. Les ménages sont confrontés à un coût de la vie plus élevé, chose qui mène à une baisse de leur pouvoir d'achat.

La méthodologie adoptée vise à analyser profondément de l'évolution de l'inflation au Maroc avant et pendant la guerre en Ukraine. La première étape consiste à effectuer une revue approfondie de la littérature systémique pour le Maroc, alors que la deuxième étape se penchera à une collecte de données cruciale pour analyser le pouvoir d'achat des marocains. Le troisième point sera réservé à une Contextualisation de la situation en Ukraine et au Maroc, le quatrième point de notre papier présentera une analyse de l'évolution de certains indicateurs qui ont une relation directe avec notre problématique à savoir comment la guerre en Ukraine pourra avoir des répercussions négatives sur le pouvoir d'achat au Maroc. Et pour finaliser notre article avec une conclusion générale et des recommandations.

Les théories abordées dans cet article : la théorie classique et la théorie monétariste, qui sont directement liées au contexte de recherche marocain. Les limites incluent le manque d'intégration des contextes économiques spécifiques et une prise en compte insuffisante de la dynamique internationale.

Une étude approfondie de l'impact de ce conflit sur le pouvoir d'achat des Marocains aboutit à des conclusions qui soulignent indéniablement l'impact direct. La guerre a entraîné une baisse significative du pouvoir d'achat de la population marocaine. Ces résultats mettent en évidence les défis économiques auxquels le Maroc est confronté dans un contexte mondial instable, soulignant le besoin urgent d'une compréhension approfondie pour orienter les futures mesures et politiques économiques. Il est donc crucial de s'adapter à ces changements pour atténuer l'impact négatif sur le bien-être des Marocains.

Mots clés : Conjoncture Economique, inflation, Ukraine, Pouvoir d'achat, Maroc.

JEL Classification : D7, E00, E31.

Type du papier : Recherche Théorique.

Abstract:

This article is devoted to a more in-depth analysis of inflation trends in Morocco before and during the war in Ukraine, with the main aim of highlighting the nuances of the impact of this conflict on the purchasing power of Moroccans. Currently, the global economic landscape (and in particular the reality in Morocco) is experiencing widespread instability as a result of the tensions in Ukraine. Morocco is inevitably drawn into this dynamic because of its close links with world markets.

The war has led to heightened uncertainty on the world market, directly affecting Morocco's import costs and exchange rate stability. The purchasing power of Moroccans has been considerably affected. Households are faced with a higher cost of living, which translates into downward pressure on their purchasing power.

The methodology adopted is aimed at a thorough analysis of inflation trends in Morocco before and during the war in Ukraine. The first stage consists of an in-depth review of the systemic literature for Morocco, while the second stage will focus on crucial data collection to analyze the purchasing power of Moroccans. The third point will be reserved for a Contextualization of the situation in Ukraine and Morocco, the fourth point of our paper will present an analysis of the evolution of certain indicators that have a direct relationship with our problematic, namely how the war in Ukraine could have negative repercussions on purchasing power in Morocco. In addition, to finalize our paper with a general conclusion and recommendations.

The theories addressed in this article: classical theory and monetarist theory, which are directly related to the Moroccan research context. Limitations include the lack of integration of specific economic contexts and insufficient consideration of international dynamics.

An in-depth study of the impact of this conflict on the purchasing power of Moroccans leads to conclusions that undeniably underline the direct impact. The war has led to a significant decline in the purchasing power of the Moroccan population. These results highlight the economic challenges facing Morocco in an unstable global context, underscoring the urgent need for in-depth understanding to guide future economic measures and policies. It is therefore crucial to adapt to these changes to mitigate the negative impact on the well-being of Moroccans.

Keywords: Economic situation, inflation, Ukraine, Purchasing power, Morocco.

Classification JEL : D7, E00, E31.

Paper type: Theoretical Research.

1. Introduction

Comme dans la plupart des pays du monde, l'inflation a augmenté considérablement en raison du conflit en Ukraine et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales, atteignant un taux d'inflation annuel au Maroc de 8,3 % à la fin de 2022. Le Maroc a pris diverses mesures pour réduire les effets de la hausse des prix des aliments et de l'énergie sur les ménages, telles que des subventions générales pour certains produits de première nécessité et le maintien de prix réglementés.

En raison de leur influence sur l'approvisionnement mondial en biens et services, le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine a causé d'énormes pertes humaines et socio-économiques aux deux pays et à leurs partenaires économiques et sociaux.

En effet, en 2019, l'Ukraine et la Russie représentaient respectivement 40 % et 29 % de l'approvisionnement total mondial en engrais et en blé, produits dont les pays africains dépendent fortement.

En raison des effets directs de la guerre et des sanctions politiques, l'offre de produits de base pour l'industrie mondiale et la consommation des ménages ont diminué, ce qui a entraîné une augmentation des prix des produits de base, tels que les produits alimentaires (blé, énergie, hydrocarbures, etc.).

Comme en témoigne l'abondante littérature sur le sujet, les conséquences socio-économiques négatives de la guerre sont indéniables. Les taux de croissance nationaux en temps de guerre civile sont généralement inférieurs de 2,2 points de pourcentage à ceux en temps de paix, selon une étude de Collier (1999). Il est évident que la gravité des conséquences sera influencée par la durée de la guerre.

Selon Hoefler et Reynal-Querol (2003), une guerre civile de 5 ans réduit la croissance annuelle moyenne de plus de 2 points de pourcentage et augmente la mortalité infantile d'environ 2 % par an. De même, on estime que les revenus étaient inférieurs d'environ 15 % à la fin des sept années de guerre civile par rapport à ce qu'ils auraient été sans la guerre, ce qui implique une augmentation des revenus de 30 %. L'impact de la pauvreté absolue.

Avec toutes ces données, il paraît légitime de s'interroger sur l'inflation et le pouvoir d'achat des marocains suite à une question centrale : **Quelles sont les effets de la guerre en Ukraine sur l'inflation et le pouvoir d'achat des marocains ?**

Pour ce faire, nous définissons d'abord des concepts clés tels que l'inflation, l'indice des prix à la consommation et le pouvoir d'achat. Dans un deuxième temps, nous faisons une lecture et une analyse de l'économie mondiale et marocaine à l'époque de la guerre d'Ukraine, et par la suite nous mettons la lumière sur l'inflation et le pouvoir d'achat au Maroc ; afin d'entamer une analyse descriptive et comparative de l'inflation avant et pendant la guerre d'Ukraine.

2. Revue de littérature : « Cadre théorique de l'inflation » :

2.1. Définitions :

En raison de ses caractéristiques complexes, l'inflation, un phénomène persistant qui menace tous les pays, se prête à plusieurs définitions. En principe, l'inflation se manifeste par une hausse persistante, généralisée et autonome des prix des biens et des services. L'augmentation de la quantité de devises en circulation est une composante importante de ce processus.

Comme le souligne Joël JALLADEAU en 1998, l'inflation résulte de manière incontestable d'une masse monétaire excessivement abondante. Il met en lumière le fait que c'est un déséquilibre global, engendrant une hausse générale des prix qui affecte toutes les sphères de l'économie, que ce soit la production, le revenu ou les prix eux-mêmes.

Ainsi, selon JALLADEAU, l'inflation ne se limite pas à une simple augmentation des prix, mais elle constitue un phénomène complexe impliquant toutes les parties prenantes de l'économie et

mettant en jeu divers mécanismes. En résumé, l'inflation est une hausse généralisée et continue des prix des biens et services, une réalité économique qui touche tous les pays.

En fait, l'inflation a une conséquence macroéconomique qui se traduit par la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Elle se présente comme une augmentation autonome des prix des biens et services dans leur ensemble. Toutefois, il est crucial de souligner que cette augmentation des prix doit être pérenne et s'accumuler au fil des années. En d'autres termes, l'inflation ne se manifeste pas simplement par des hausses ponctuelles, mais elle se déploie de manière durable, cumulant ses effets année après année.

2.2. Les théories de l'inflation :

2.2.1. L'inflation par la monnaie :

- **L'analyse de l'école classique (TQM) et sa vision de l'inflation :**

La théorie repose sur l'idée que la collecte de métaux précieux est essentielle à la prospérité d'un pays. Selon les mercantilistes, l'étalon-or est utilisé pour évaluer la valeur des biens économiques, dans lequel la monnaie est établie en parité avec l'or. Pendant cette période, l'augmentation de la quantité d'or était liée à des pratiques telles que la thésaurisation et l'importation, ce qui entraînait la dévaluation de la monnaie. La dévaluation a entraîné une augmentation des prix des matières premières.

Les biens ne pouvaient être échangés dans ce contexte qu'en utilisant des unités de deux devises. Ainsi, le taux de dépréciation de la monnaie pouvait atteindre jusqu'à cinquante pour cent, ou les prix des biens pouvaient augmenter de cent pour cent. Cette fluctuation importante dans la valeur monétaire était directement liée à la quantité d'or disponible et aux pratiques économiques de thésaurisation et d'importation, selon la perspective mercantiliste.

La première reconnaissance du phénomène inflationniste peut être attribuée à Jean-Baptiste, dont la perspective soutient que l'argent ne constitue qu'un voile. Selon lui, l'argent demeure neutre, et son rôle se limite à celui d'un moyen d'échange sur le marché. Une dichotomie émerge entre le domaine concret de la réalité, représenté par la production (Y), et le domaine monétaire, caractérisé par la demande de monnaie (M). Dans cette vision classique, seuls les prix (P) sont considérés comme une variable dans l'équation.

Cependant, cette assertion a été remise en question initialement par l'école de Cambridge, puis par l'économiste Keynes. Ces critiques ont remis en cause la conception selon laquelle l'argent est simplement un voile, en soulignant la complexité des relations entre la réalité économique, la monnaie et les prix. Ainsi, l'idée que seule la variable des prix joue un rôle significatif dans cette équation a été nuancée et enrichie par des perspectives postérieures, apportant un éclairage plus complet sur les mécanismes économiques sous-jacents.

- **La théorie quantitative de la monnaie :**

Diverses variables interviennent pour décrire les mécanismes liés à la monnaie et aux transactions en adoptant la formalisation la plus courante d'Irving Fisher, exprimée par l'équation $MV = PT$. Dans cette équation, M est la masse monétaire en circulation, V est la vitesse de circulation de la monnaie, P est le niveau général des prix et T est le nombre total de transactions.

Cette formulation établit une relation essentielle entre la masse monétaire et le volume des transactions, soulignant le rôle dynamique de l'argent en tant que flux circulant entre les acteurs économiques. La vitesse de circulation de la monnaie, représentée par le paramètre V, reflète la fréquence à laquelle l'argent change de mains au sein de l'économie. Cette modélisation, développée par Fisher, offre un cadre conceptuel permettant d'analyser les interconnexions complexes entre la monnaie, les transactions et les niveaux de prix au sein d'une économie.

- **L'école de Cambridge « L'équation de Cambridge » :**

Une nouvelle approche de la relation quantitative, appelée « équation de Cambridge », est basée sur les recherches d'Alfred Marshall en 1923. Le revenu national réel (Y), le niveau général des prix (P) et un coefficient (k) déterminent la création monétaire (M) selon cette équation. Selon les auteurs, ce coefficient reflète la relation entre la masse monétaire et le revenu, ou les variables comportementales des agents économiques, plutôt que de simples coefficients techniques.

La formule $M = kPY$ va au-delà de la simple notion que la valeur des transactions est déterminée par la masse monétaire. Elle soutient que la masse monétaire en circulation est influencée par la demande de monnaie. L'argent est considéré comme une réserve de pouvoir d'achat, et le montant nominal attendu par les agents est proportionnel aux revenus. $KY = M/P$ est l'équation des flux de trésorerie, où M est le montant nominal des liquidités requises.

Dans cette perspective, l'équation de Cambridge met en évidence le rôle actif de la demande de monnaie dans la détermination de la masse monétaire en circulation et montre la nature dynamique de la relation entre la masse monétaire, le revenu et les niveaux de prix.

- **L'école monétariste équation Friedmanienne de la demande de monnaie :**

L'approche monétariste a connu des avancées significatives, en particulier grâce aux travaux de Don Patinkin et Milton Friedman, qui ont reçu le Prix Nobel en 1976. Dans cette perspective, la fonction détermine la demande de monnaie s'écrit sous la forme :

$$P/d = f(y, w; RM, RB, RE, Gp; u)$$

Dans cette équation, P est le niveau général des prix, Md est la demande de monnaie, y est le « revenu permanent », qui est le revenu attendu et calculé comme la moyenne pondérée du revenu réel actuel et passé, et w est le ratio entre le revenu du capital non humain et le revenu du capital humain. Les rendements nominaux attendus de la monnaie, des obligations et des actions sont respectivement RM, RB et RE. Le taux d'inflation anticipé est représenté par Gp, tandis que toutes les autres variables sont représentées par « u ».

Milton Friedman a formulé l'idée centrale de cette approche en affirmant que « La cause et l'effet immédiats de l'inflation sont les mêmes partout : l'augmentation de la quantité de monnaie par rapport à la quantité de production ». Cette déclaration souligne l'importance cruciale de la relation entre l'offre monétaire et la production réelle dans l'analyse monétariste de l'inflation, où un déséquilibre entre la croissance de la masse monétaire et la production réelle est identifié comme le moteur fondamental de l'inflation.

2.2.2. L'inflation par la demande (pull inflation) :

Ceux qui adhèrent à l'ancienne loi de Say, qui stipule que l'offre de biens crée sa propre demande, sont particulièrement touchés par l'excès de demande de monnaie. Tous les revenus distribués aux consommateurs sont inclus dans la demande globale, selon cette idée. En termes de production, cela signifie que la demande mondiale est égale à l'offre mondiale sans thésaurisation.

Par conséquent, cette perspective soutient que l'augmentation incontrôlable des moyens de paiement disponibles pour les demandeurs ne peut entraîner un excès de demande. Ces mécanismes sont régis par les lois du marché, et les prix augmentent généralement lorsque l'offre dépasse la demande. En d'autres termes, l'ancienne loi de Say souligne que l'augmentation des moyens de paiement, sans un élargissement concomitant de la production de biens et de services, conduit à une situation où la demande monétaire excède l'offre réelle, entraînant ainsi une pression inflationniste sur les prix. Cela met en avant l'importance de maintenir un équilibre entre la croissance de la masse monétaire et la capacité de production pour éviter des déséquilibres économiques indésirables.

2.2.3. L'inflation par les coûts (push inflation) :

L'idée principale derrière l'explication des coûts de production de l'inflation est que l'inflation résulte des rendements des facteurs de production supérieurs à la croissance de la productivité. Les entrepreneurs sont incités par cette croissance à augmenter les prix des biens (b) qu'ils vendent aux entreprises ou aux ménages. En conséquence, ces derniers ont tendance à ajuster à la hausse leurs prix ou à réclamer des augmentations salariales. Ce processus inflationniste se poursuit au fil du temps, où une augmentation des revenus entraîne une augmentation de la demande. En outre, l'inflation est alimentée par la création de crédit et de monnaie.

L'augmentation des revenus, de la création monétaire et du crédit entraîne une pression sur les prix. Le phénomène est causé par la formation des coûts et de l'offre, en particulier les coûts salariaux qui contribuent à la spirale inflationniste. De plus, les prix des matières premières importées, en particulier de l'énergie, augmentent également.

En résumé, l'inflation liée aux coûts de production est propulsée par la dynamique des rendements des facteurs de production, entraînant une série d'ajustements de prix et de salaires qui, combinés à la création monétaire, alimentent un cycle inflationniste. Les coûts salariaux et l'impact des prix des matières premières importées, notamment de l'énergie, jouent un rôle essentiel dans ce processus complexe.

3. Lecture et Analyse de l'économie mondiale et marocaine à l'ère de la guerre en Ukraine :

L'épidémie depuis février 2022 a ébranlé la dynamique de l'inflation et l'intensification du conflit en Ukraine. L'année 2022 sera plus difficile pour l'économie mondiale et pour le Maroc, qui dépend presque entièrement de ces produits importés.

3.1. Analyse de l'économie mondiale à l'ère de la guerre en Ukraine :

L'économie du pays a été mise à rude épreuve par la sécheresse sans précédent, la pire depuis 40 ans, dans un contexte international marqué par la crise du Covid-19 et le conflit russo-ukrainien. Agriculture (14% du PIB). Le HCP a déclaré que la situation a perturbé la production et la consommation, entraînant une augmentation significative des prix des matières premières. Cependant, les répercussions se reflètent principalement sous trois aspects :

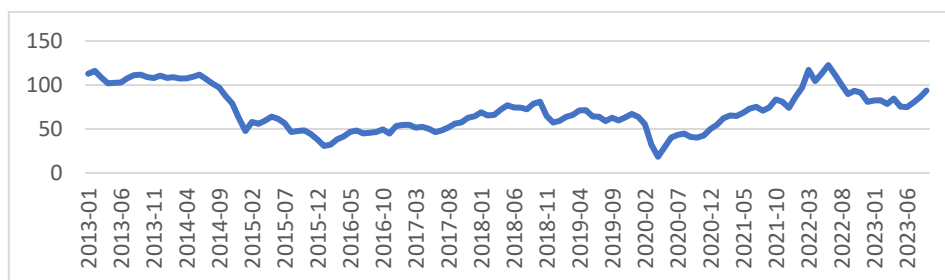
- Premièrement, l'inflation augmentera davantage si les prix des matières premières telles que l'alimentation et l'énergie augmentent, ce qui érodera la valeur des revenus et freinera la demande.
- Deuxièmement, il y aura des perturbations du commerce, des chaînes d'approvisionnement et des envois de fonds, ainsi qu'une augmentation historique des flux de réfugiés dans les pays voisins.
- Enfin, une diminution de la confiance des entreprises et une augmentation de l'incertitude des investisseurs affecteraient les prix des actifs, réduisant les conditions financières et pouvant entraîner des sorties de capitaux des marchés émergents.

Étant donné que la Russie et l'Ukraine sont des producteurs majeurs de matières premières, les perturbations de l'approvisionnement ont provoqué une augmentation significative des prix mondiaux, y compris ceux du pétrole et du gaz naturel. Les prix des aliments ont augmenté considérablement ; les exportations de blé en Ukraine et en Russie, qui représentent 30 % des ventes mondiales, ont atteint des niveaux historiques.

Cependant, les prix des produits finis et des matières premières ont considérablement changé. En outre, les prix des céréales, de l'énergie et des métaux ont changé depuis les premiers mois de la guerre en Ukraine. Cela a entraîné des taux d'inflation très élevés et sans précédent.

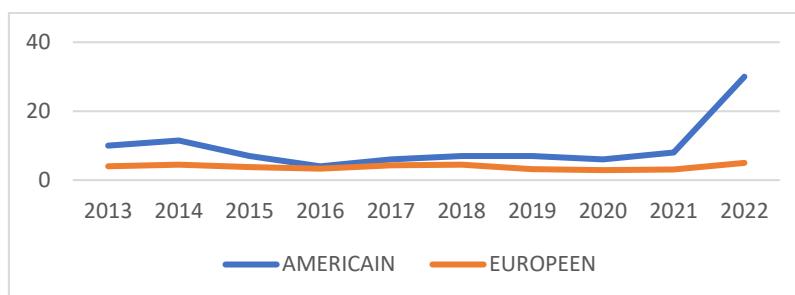
Les figures ci-après nous montrent les évolutions des produits qu'on a précité, durant la période 2013-2022 ;

Figure N° 1 : Variation du Brent Brut (en dollars/baril) :



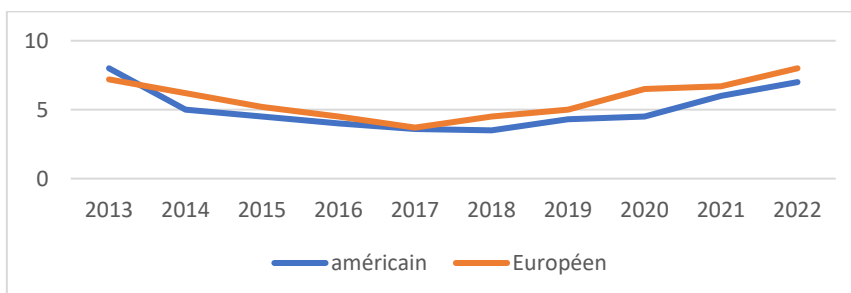
Source : Bloomberg ; USDA, DataStream, calculs des services FMI.

Figure N° 2 : Evolution des prix du Gaz naturel européen et américain (en Dollars/ million d'unités thermiques britanniques)



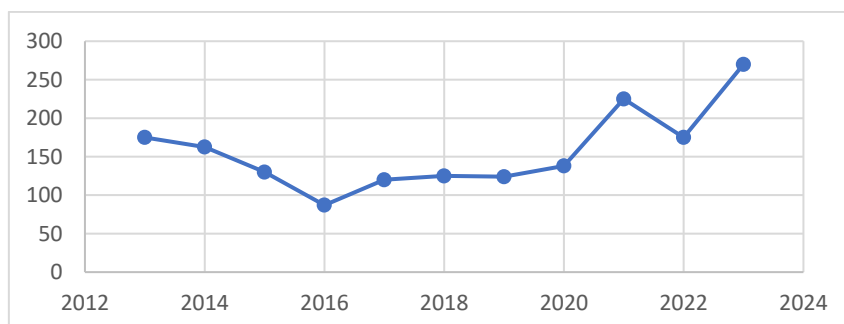
Source : Bloomberg ; USDA, DataStream, calculs des services FMI.

Figure N° 3 : Evolution des prix des Maïs/blé (en dollars/passeau) :



Source : Bloomberg ; USDA, DataStream, calculs des services FMI.

Figure N° 4 : Evolution d'indice des cours des métaux :



Source : Bloomberg ; USDA, DataStream, calculs des services FMI.

En plus de l'impact global, les pays directement touchés par les risques commerciaux, de voyage et financiers subiront des pressions supplémentaires. Certains pays exportateurs de pétrole, tels que ceux du Moyen-Orient et de l'Afrique, pourraient bénéficier de la hausse des prix, bien que les déficits budgétaires et commerciaux des pays dépendants des importations de pétrole augmentent et accentuent les pressions inflationnistes.

L'insécurité alimentaire devrait s'aggraver dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine, du Caucase et d'Asie centrale en raison de fortes hausses des prix des denrées alimentaires et des carburants.

3.2. Analyse de l'économie marocaine à l'ère de la guerre en Ukraine :

Le Maroc ne fait pas partie de l'ombre du monde. Le Haut-commissariat au plan (HCP) a informé dans son plan (HCP) que le royaume, importateur d'énergie et de produits alimentaires (en particulier de céréales), a été "sévèrement affecté" par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, avec une croissance économique lente et une inflation inhabituellement élevée.

Alors que le continent se remet lentement de la pandémie, la crise a entravé ces avancées. De nombreux pays de la région sont particulièrement vulnérables aux effets de la guerre, notamment la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, la réduction du tourisme et les difficultés potentielles d'accès aux marchés financiers internationaux.

Le conflit se produit à un moment où la plupart des nations ont peu de temps pour gérer les conséquences de l'événement. Ce scénario pourrait aggraver les tensions socio-économiques, les vulnérabilités à l'endettement public et les conséquences de la pandémie auxquelles des millions de ménages et d'entreprises sont déjà confrontés.

La guerre en Ukraine met en péril une économie mondiale qui a déjà été affectée par la pandémie de Covid-19. Surtout pour le Maroc, les factures énergétiques liées au prix du baril de pétrole vont augmenter. En fait, son prix a franchi la barre des 100 \$ et pourrait même continuer à grimper jusqu'à 120 \$ et au-delà. Il était prévu que la facture concernant les importations de blé soit également salée. En fait, la Russie et l'Ukraine sont parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux de biens essentiels au Maroc.

En ce qui concerne le Maroc, trois impacts économiques importants peuvent être identifiés :

- ☞ En premier lieu, la hausse des coûts des produits pétroliers. En réalité, les prix des produits pétroliers ont augmenté considérablement en raison de la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales envers la Russie. Le Maroc est directement touché, car il dépend presque entièrement de ces produits importés. Il est important de souligner que la réglementation financière marocaine stipule que le prix du pétrole ne doit pas dépasser 80 dollars, alors que les prix actuels sur le marché mondial dépassent les 120 dollars. Par conséquent, les prix des stations-service au Maroc ont battu des records, dépassant les 15 dirhams le litre pour le diesel (1,46 € le litre).
- ☞ Deuxièmement, une crise alimentaire est sur le point de se produire. Le Maroc importe de grandes quantités de céréales pour assurer sa sécurité alimentaire et est le troisième consommateur de blé d'Afrique. Les importations fluctuent annuellement en fonction de la pluviométrie du pays. Étant donné que les précipitations restent faibles cette année, la part des importations dans la consommation totale sera certainement significative. Contrairement à 103,2 millions de quintaux en 2020-2021, la production ne devrait être que de 32 millions de quintaux. Cependant, la poursuite de la guerre en Ukraine et les problèmes persistants qui entravent la circulation des aliments ukrainiens à travers la mer Noire posent un véritable défi pour sécuriser les importations et exacerbent la crise alimentaire mondiale.
- ☞ Troisièmement, il existe une possibilité de ralentissement économique en Europe. De loin, le Royaume a le premier partenaire commercial et économique avec l'Europe. Près de 60 % des exportations du Maroc sont destinées à cette destination principalement. Ainsi, il est justifié de craindre que la guerre en Ukraine, ainsi que ses sanctions et sa militarisation, ne provoquent un ralentissement et un refroidissement de l'économie européenne, ce qui entraînera finalement une diminution de la demande de biens étrangers incluant les Marocains.

Le Maroc s'est engagé à réduire sa dépendance aux énergies fossiles au fil des années en

investissant massivement dans les énergies renouvelables. Les résultats de cet investissement commencent à se manifester, car il contribuera à augmenter la proportion d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national à 52 % d'ici 2030. Cependant, en termes d'opportunité, la guerre en Ukraine pourrait permettre à l'OCP de récupérer de nombreuses parts de marché si les sanctions sont dirigées vers le géant russe et principal rival du groupe marocain « PhosAgro ». Depuis longtemps, le groupe est en compétition intense avec les entreprises marocaines, en particulier sur le marché européen.

En réponse à la crise, diverses subventions ont été accordées, en particulier pour aider le secteur agricole (environ 1 milliard d'euros) et le secteur du transport routier (environ 200 ME). De plus, le gouvernement a doublé son budget pour les subventions au gaz butane, au sucre et à la farine pour le porter à 32 milliards d'AED (2,8 milliards d'euros).

4. Méthodologie et revue de la littérature empirique :

4.1. Méthodologie :

La méthodologie adoptée pour rédiger cet article implique plusieurs étapes clés, visant à assurer une analyse approfondie et bien informée de l'évolution de l'inflation au Maroc avant et pendant la période de guerre en Ukraine. Voici les principales étapes de la méthodologie :

Revue de la littérature : La première étape consiste à effectuer une revue approfondie de la littérature économique concernant le Maroc, mettant l'accent sur les facteurs qui influencent l'inflation. Cela inclut l'examen des tendances économiques passées, des politiques monétaires et fiscales, ainsi que des événements géopolitiques mondiaux ayant des répercussions sur l'économie marocaine.

Collecte de données : La collecte de données fiables et à jour est cruciale. Cela implique d'obtenir des statistiques économiques officielles, des rapports gouvernementaux, des analyses de marchés financiers, et d'autres sources pertinentes. Les données relatives aux indicateurs économiques tels que l'inflation, les taux de change, et les prix des matières premières sont particulièrement essentielles.

Contextualisation de la situation en Ukraine : Comprendre le contexte spécifique de la guerre en Ukraine est vital. Cela inclut l'impact potentiel de la guerre sur les marchés mondiaux, les chaînes d'approvisionnement, les prix des matières premières, et les réponses des institutions financières internationales.

Analyse quantitative : Une analyse quantitative des données économiques est réalisée pour identifier les tendances, et les changements significatifs avant et pendant la période de guerre en Ukraine. Des outils statistiques ont été utilisés pour évaluer l'ampleur des variations dans l'inflation.

Analyse qualitative : Complémentaire à l'analyse quantitative, une analyse qualitative permet d'explorer les facteurs contextuels, les décisions conjoncturelles, et les implications plus larges de la guerre en Ukraine sur l'économie marocaine.

Conclusion et recommandations : Les résultats de l'analyse sont synthétisés pour tirer des conclusions significatives sur l'impact de la guerre en Ukraine sur l'inflation au Maroc. Des recommandations peuvent être formulées pour atténuer les effets négatifs sur le pouvoir d'achat. Cette méthodologie combine des approches quantitatives et qualitatives pour offrir une vision complète de la situation, tout en s'appuyant sur des données fiables et des informations pertinentes.

4.2. La Revue de littérature empirique :

Des recherches antérieures portant sur les conséquences économiques des conflits armés ont révélé des impacts significatifs sur l'économie. Deux perspectives majeures émergent au sein

de la littérature, formant ainsi deux écoles de pensée distinctes quant aux effets de la guerre. La notion de "renaissance de la guerre" avance l'idée que la guerre peut engendrer des effets positifs en diminuant l'influence des intérêts particuliers, stimulant l'innovation et améliorant l'efficacité économique par le renforcement du capital humain, en accord avec les principes de la théorie économique keynésienne (Benoit, 19736 ; 19787).

En revanche, l'école de la "guerre en ruines" considère la guerre comme un événement dévastateur dépourvu de bénéfices économiques substantiels (Kang et Meernik, 2005). D'autres recherches notent une corrélation entre la pauvreté des nations et le déclenchement de conflits internes, surtout lorsque ces pays subissent des chocs économiques négatifs (Chassang et Miquel, 2009).

Des études empiriques ont également été menées pour évaluer l'impact économique concret de la guerre.

Koubi (2005) a exploré l'influence des conflits militaires interétatiques sur la croissance économique des grandes puissances entre 1960 et 1989. Ses conclusions soulignent que les disparités de croissance économique entre les pays sont systématiquement liées aux caractéristiques et à la fréquence des guerres. Les résultats indiquent une corrélation positive entre la production économique d'après-guerre et la gravité et la durée des conflits, avec un effet de promotion de la croissance inversement proportionnel au niveau de développement économique du pays.

Une étude menée par Kang et Meernik (2005) s'est penchée sur l'impact des guerres civiles de 1960 à 2002 sur plusieurs économies, concluant que ces conflits ont des répercussions négatives sur les fondamentaux économiques, tandis que la réponse internationale influe également sur ces fondamentaux, exerçant un impact significatif sur la croissance économique. Collier (1999) a développé un modèle visant à évaluer l'impact économique de toutes les guerres civiles depuis les années 1960. Ses résultats indiquent que les économies se rétablissent rapidement après des guerres civiles prolongées, mais continuent à se contracter après des conflits de courte durée. En outre, Nordhaus (2002) a démontré que les guerres engendrent des coûts substantiels, avec une estimation des coûts de la guerre en Irak contre les États-Unis variant de 100 à 1 900 milliards de dollars sur une décennie.

5. Répercussions économiques de la guerre en Ukraine et analyse de l'inflation au Maroc :

La scène économique mondiale est actuellement marquée par un événement majeur aux ramifications considérables : la guerre en Ukraine. En outre, le Maroc, comme de nombreux autres pays, est confronté à des défis économiques complexes, dont l'un des aspects préoccupants est l'évolution de l'inflation.

5.1. Répercussions économiques de la guerre en Ukraine sur le Maroc : Analyse approfondie des défis et des opportunités :

L'impact de la situation en Ukraine suscite incontestablement des réflexions approfondies au Maroc. D'un point de vue économique, cette crise ne peut manquer d'affecter l'économie marocaine de manière inéluctable, avec des répercussions potentielles couvrant plusieurs aspects cruciaux.

Le prix du pétrole, déjà élevé à 100 dollars le baril, exerce une pression significative sur le coût de la vie, entraînant une hausse des prix de pratiquement toutes les matières premières. Avec une tendance à la hausse anticipée, en particulier pour les prix du carburant, ces répercussions devraient être encore plus ressenties. Le gouvernement a pris des mesures concrètes pour réduire l'impact sur le pouvoir d'achat des citoyens, notamment en offrant des subventions directes aux secteurs sociaux productifs et aux produits de consommation. Les finances

publiques seront directement affectées par ces subventions et les 10 milliards de dirhams utilisés dans le plan d'urgence contre les effets de la sécheresse.

La guerre en Ukraine constitue une double menace économique, stimulant d'une part les prix du pétrole, du gaz et des céréales. Le Maroc, étant un important importateur de céréales, est particulièrement vulnérable à cette augmentation des coûts. Alors que le coût des céréales importées représentait 1,4 % du PIB en 2019, les prévisions d'une mauvaise récolte en 2022 pourraient multiplier par deux les importations, atteignant trois fois celles de 2021. Ainsi, l'effet accompagné d'une hausse des prix du pétrole et des céréales pourrait représenter une perte de revenu national comprise entre 1 et 2 % cette année pour le Maroc.

En plus de l'impact sur la balance extérieure, la hausse des prix du pétrole et des aliments accentue le déficit budgétaire déjà élevé, qui est estimé à 6,5 % du PIB cette année, principalement en raison de la subvention du gaz butane. Cette hausse des prix intensifiera également les pressions inflationnistes, en particulier pour les carburants libéralisés. Une inflation plus élevée semble inévitable car les syndicats font des pressions sur les autorités pour augmenter les salaires pour compenser la hausse des prix.

Le rebond du secteur primaire devrait stimuler la croissance économique du Maroc pour atteindre 3,1 % en 2023. Cependant, il y a toujours des risques de détérioration en raison de divers facteurs, tels que les tensions géopolitiques telles que la guerre en Ukraine, la décélération économique des principaux partenaires commerciaux de la zone euro, ainsi que les chocs climatiques potentiels. Selon le rapport, la croissance réelle du PIB a connu une baisse significative, passant de 7,9 % en 2021 à 1,2 % en 2022 (estimation), tandis que le déficit de la balance courante a augmenté de 2,3 % du PIB à 4,1 % du PIB. La guerre en Ukraine et les ajustements des chaînes d'approvisionnement mondiales ont provoqué une inflation élevée au Maroc, atteignant un pic de 8,3 % à la fin de 2022. Ces éléments soulignent la vulnérabilité du pays aux développements géopolitiques et économiques externes, mettant en lumière la nécessité de surveiller de près ces facteurs pour anticiper et atténuer les impacts potentiels sur l'économie marocaine.

Le Maroc a pris des mesures pour réduire les effets de la hausse des prix des aliments et de l'énergie sur les ménages, telles que l'octroi de subventions générales sur certains produits de première nécessité et le maintien des prix réglementés préexistants. Cette stratégie a évité une augmentation plus prononcée de la pauvreté en stabilisant les prix des biens et des services qui absorbent près d'un quart des dépenses moyennes des ménages. Il sera nécessaire d'augmenter les dépenses publiques, qui représenteront environ 2 % du produit intérieur brut.

De plus, cette guerre prive le Maroc de deux marchés d'exportation, bien que ces marchés ne soient pas de première importance. Cette réalité sape donc les perspectives économiques du pays. Bien que les importations marocaines de pétrole, de gaz et de blé ne posent pas actuellement un problème d'approvisionnement en raison de la diversification des partenaires commerciaux du Royaume, elles auront néanmoins un impact significatif sur la balance des paiements. Face à ces défis, le Maroc s'est engagé à mettre en place un dispositif national intégré visant à constituer une réserve stratégique de produits essentiels, notamment alimentaires, sanitaires et énergétiques, tout en actualisant en permanence les besoins nationaux dans ce domaine. L'objectif de ce dispositif est de renforcer la sécurité stratégique du Maroc.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, le Royaume a entrepris des efforts considérables pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles en investissant massivement dans les énergies renouvelables. Les résultats de ces investissements commencent à se manifester, et l'objectif est d'atteindre un pourcentage de 52 % des énergies renouvelables dans le mix énergétique national d'ici 2030. En termes d'opportunités, la guerre en Ukraine pourrait permettre à l'OCP de récupérer des parts de marché significatives, en particulier si des sanctions étaient infligées au géant russe et principal rival du groupe marocain, « PhosAgro ». Depuis longtemps, ces deux entreprises sont en rivalité acharnée, en particulier sur le marché européen.

5.2. Analyse de l'inflation au Maroc avant et pendant la guerre en Ukraine « résultats et discussions » :

Après la pandémie, l'économie du Maroc a réussi à se redresser rapidement. Son PIB a augmenté de 7,9% en 2021, supérieur à la région MENA (3,7 % pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient) et à l'économie mondiale (6 %).

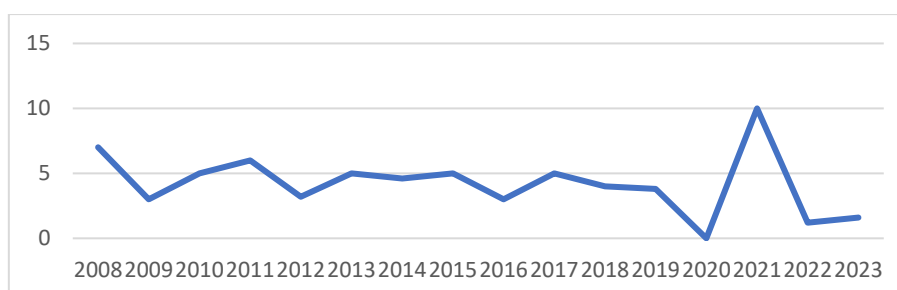
Le Royaume du Maroc a pu retrouver son niveau de richesse d'avant la crise du Covid-19 grâce à ce rebond économique. Cependant, une succession de chocs d'offre, à la fois exogènes (guerre en Ukraine) et endogènes (sécheresse), ont modifié les dynamiques observées en 2022. Le HCP affirme dans son "étude exploratoire" de 2023 que l'inflation devrait atteindre "un seuil exceptionnel" de 4,9 % en 2022, "ce qui devrait affecter brutalement le pouvoir d'achat et peser sur la rentabilité de certains secteurs productifs", avant de retomber à 0,8 % en 2023. Il serait donc strict de donner la priorité au soutien au pouvoir d'achat dans les politiques publiques appliquées et de se concentrer sur les secteurs. Les pressions inflationnistes ont été créées par les tensions géopolitiques croissantes et les perturbations des chaînes d'approvisionnement depuis la crise sanitaire. L'indice général des prix a augmenté de 8,3 % à fin 2022.

À cela s'ajoute une vague de sécheresse historique qui a entraîné une baisse significative des cultures pluviales et mis en lumière les niveaux alarmants de réserves d'eau qui menacent l'agriculture irriguée. La détérioration des conditions météorologiques a entraîné une augmentation des prix des aliments. En conséquence, les ménages sont confrontés à une inflation sans précédent et brutale. Il est vrai qu'il est nécessaire de remonter trente ans pour observer une telle hausse des prix. Malgré les mesures prises par le gouvernement, le pouvoir d'achat des Marocains diminuera globalement de 2 % en 2022.

Quant aux taux de croissance, la croissance devrait être de 3,7% d'ici fin 2023, contre 1,3% en 2022, mais la prévision est "soumise à des niveaux élevés d'incertitude et de risques à la baisse", notamment liés à la guerre en Ukraine, selon le Haut-commissariat. Il conclut que « *le Maroc devrait intensifier ses efforts dans le cadre de son engagement à atteindre les Objectifs de Développement Durable, notamment en matière de lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions* ».

En raison de la hausse des prix des importations d'hydrocarbures et de céréales, le déficit du compte courant augmentera en 2022. Les exportations d'engrais, qui représentaient 23 % des exportations, n'ont pas permis de compenser ce déficit. Cependant, le tourisme retrouve ses niveaux d'avant la pandémie et devrait générer des revenus importants en 2023, avec des niveaux records pour les revenus de transfert des Marocains résidant à l'étranger en 2022. Ainsi, la détérioration des conditions économiques devrait être limitée par ces deux éléments. Le compte courant est soldé en 2023.

Figure N° 5 : Evolution du PIB au Maroc (2008-2023) :



Source : Refinitiv Datastream / PwC

Le déficit du compte courant au Maroc s'est creusé de 2,3 % du PIB à 4,1 % du PIB, tandis que la croissance du PIB réel a enregistré une baisse significative, passant de 7,9% en 2021 à 1,2 % en 2022. Ce ralentissement pourrait être attribué en partie à la très grande volatilité de la production agricole, exacerbée par la fréquence croissante des chocs climatiques.

Cette tendance à la baisse semble être influencée par la production agricole, qui est confrontée à des événements climatiques de plus en plus fréquents et imprévisibles. En outre, l'enquête de confiance menée par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) indique que le moral des ménages est actuellement au plus bas, avec des niveaux inférieurs à ceux enregistrés pendant le pic de la crise sanitaire. De plus, le HCP rapporte une diminution de 2 % du pouvoir d'achat des ménages en 2022, avec des disparités significatives entre les différentes catégories sociales.

Les indicateurs mettent en évidence les difficultés économiques et sociales que le Maroc rencontre, soulignant l'importance de prendre des mesures appropriées pour stimuler la croissance, renforcer la résilience face aux changements climatiques et réduire les inégalités économiques.

Tableau N° 1 : Fluctuations des quelques indicateurs économiques au Maroc :

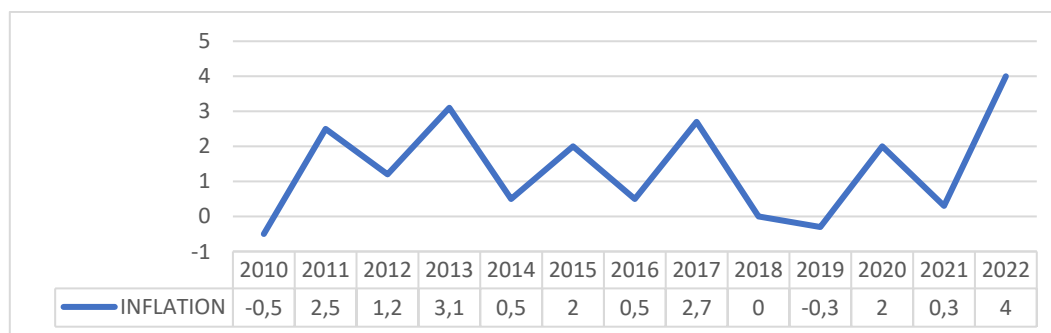
Indicateur en %	2020	2021	2022	2023
Croissance PIB	-6,5	7,9	1,2	4
Inflation	0,7	1,3	6	4,5
Solde public	-7,1	-5,9	65,3	-5,1
Solde courant/PIB	-1,2	-2,3	-4,3	-4
Dette publique/PIB	76	72,4	74,5	75,5
Dette externe/PIB	57	49,6	50,2	50,4
Réserves de change, Mds d'USD	35,1	34,3	32,1	31,6

Source : Refinitiv Datastream / PwC

En 2022, le Maroc a connu sa période la plus sèche depuis trois décennies. Les statistiques de la Banque mondiale indiquent qu'en raison de cette sécheresse, la valeur ajoutée dans le secteur agricole a chuté de 15,3%, entraînant la perte de plus de 200 000 emplois principalement dans les zones rurales. Cette situation a particulièrement touché les familles marocaines les plus défavorisées. Près de la moitié de cette contraction est imputable à une forte diminution de la production agricole, avec une chute de 67% de la production céréalière.

Les autorités publics et le secteur privé sont désormais confrontés à une préoccupation majeure et à un défi incontournable face aux aléas climatiques. Selon les résultats de l'enquête CEO Survey de PwC Maroc, 53 % des dirigeants pensent que cette volatilité affecte leurs activités. En réponse à l'urgence climatique, les autorités cherchent des solutions en mettant en place des mesures de soutien aux producteurs et en accélérant la mise en place d'une assurance contre la sécheresse.

Figure N° 6 : Variation du Taux d'Inflation au Maroc entre 2010 et 2023 :



Source : Refinitiv Datastream / PwC

En raison de la flambée des prix de l'énergie et des pressions à la hausse sur les prix des produits agricoles importés, le Maroc est confronté à une inflation importée. De plus, une sécheresse

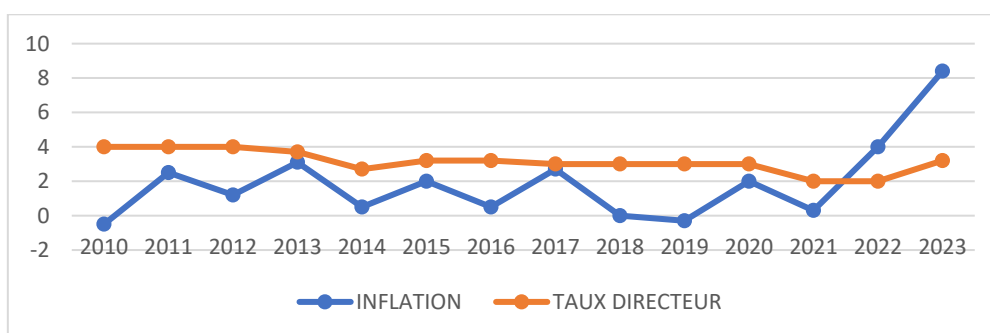
importante en 2022 et un hiver particulièrement rigoureux début 2023 auront un impact significatif sur les récoltes locales.

Selon le HCP, l'IPC a augmenté de 1,7% en février 2023 et est en hausse de 10,1% par an, porté par la flambée des prix alimentaires (20,1%). Le budget des ménages est fragilisé par la forte proportion de produits alimentaires dans le panier de consommation moyen (38%). Près de 50 % du panier de consommation moyen des groupes les plus vulnérables est composé de nourriture. En outre, bien que les plus riches (20 % de leur panier moyen) soient moins touchés, leur budget est soumis à une pression accrue en raison de la hausse des frais de transport.

Selon la 27ème enquête mondiale menée auprès des PDG de PwC Maroc, 72 % des dirigeants marocains voient l'inflation comme une menace dans les 12 prochains mois. En réponse aux perturbations telles que la santé, l'énergie et le climat, les autorités du Maroc ont pris des mesures de soutien pour réduire leur impact sur les secteurs économiques essentiels tels que le tourisme, les transports et l'agriculture.

En 2022, certains secteurs s'en sortirent bien. Le secteur du tourisme, qui s'est rétabli à plein régime après la fin de l'épidémie, a vu ses revenus augmenter de plus de 150 % au cours des 10 premiers mois de cette année. Nous avons également observé que l'industrie automobile a continué de croître depuis son décollage en 2014 et que les prix mondiaux ont grimpé en flèche. Ces ventes représentaient 23% des exportations du Maroc.

Figure N° 7 : Variation du Taux d'Inflation et du Taux directeur au Maroc (2010-2023) :



Source : Refinitiv Datastream / PwC

Sur fond de crise provoquée par la guerre en Ukraine, la banque centrale du Maroc (BAM) a relevé son taux directeur pour la première fois en septembre 2022. Ce montant a ensuite été progressivement augmenté par les institutions monétaires. Le taux directeur atteint 3 % en mars 2023. L'objectif est de réduire la hausse des prix, en particulier pour les produits alimentaires qui affectent les ménages les plus pauvres.

La Banque centrale européenne (BCE) a renforcé sa politique monétaire, mais elle est également confrontée au défi de lutter contre l'inflation importée en raison de la hausse des prix des matières premières. Si les prix augmentent aujourd'hui dans toutes les catégories de l'indice, cela est dû à une hausse des prix de l'énergie causée par la reprise économique après la pandémie de Covid-19, puis amplifiée par les effets de la guerre en Ukraine.

6. Conclusion

En 2023, le Maroc connaîtra un hiver extrêmement rigoureux après une vague de sécheresse. Dans ce contexte, les conditions climatiques ont encore affecté les récoltes, contraignant le gouvernement à limiter les exportations de certains produits alimentaires tels que les tomates, les oignons et les pommes de terre. Il est désormais interdit d'exporter ces produits vers les marchés ouest-africains. La sécurité alimentaire, la stabilité du marché intérieur et la limitation de la hausse des prix des produits agricoles sont les objectifs de cette mesure.

Il convient toutefois de relativiser l'ampleur des trois conséquences économiques mises en avant. En fait, contrairement à certains pays africains et arabes, le Maroc n'est pas fortement dépendant de la Russie et de l'Ukraine pour son approvisionnement alimentaire. Le Maroc importe seulement 26 % de ses importations de céréales et de blé d'Ukraine, et ces importations ne représentent que la moitié de la consommation. L'autre moitié est satisfaite par la production nationale.

Les finances publiques demeurent sous contrôle. Les dépenses publiques ont été affectées par les mesures de soutien aux ménages et à certains secteurs, telles que celles visant à maintenir les prix réglementés du gaz, du blé et de l'électricité. Ces hausses dépassent les 14 % en 2022. Mais pour éviter une détérioration excessive du déficit public (5,3% du PIB en 2022), la dynamique des revenus permet de compenser en partie cette hausse.

En 2023, l'économie du Maroc sera à nouveau confrontée à une dégradation de l'activité internationale. L'Union européenne, son principal partenaire commercial, continuera de faire face à des conditions économiques défavorables. Par conséquent, le PIB de la zone euro devrait croître de 0,9 % cette année, après une croissance de 3,5 % en 2022 et de 5,2 % en 2021.

Le programme Maroc vert, lancé en 2008, a permis de multiplier par 2,4 les exportations agricoles en dix ans, mais en revanche, lors des périodes de perturbations météorologiques, entraînant une baisse des récoltes et une forte demande étrangère, une pression sur les prix. En conséquence, l'exportation de certains produits agricoles a été bloquée afin de limiter l'impact des effets néfastes des prix sur les besoins fondamentaux de la population marocaine.

Cependant, pour préserver au mieux sa souveraineté alimentaire, le Maroc cherche depuis longtemps à diversifier ses sources d'importations de blé. Les pays qui fournissent au Maroc comprennent la France, le Canada, les États-Unis, le Brésil et d'autres. Il en est de même pour la Russie qui ne se classe pas bien parmi les fournisseurs de produits énergétiques du pays. En général, il semble que les plans nationaux de diversification des partenaires commerciaux, de transition énergétique et de modernisation agricole (Maroc vert) offrent des marges d'action particulièrement bénéfiques pour le pays en temps de crise.

En termes de recommandations, la conjonction d'une sécheresse persistante et d'un hiver rigoureux a indéniablement exercé des pressions sur l'agriculture marocaine, contraignant le gouvernement à restreindre les exportations de certains produits alimentaires cruciaux. Cependant, il est crucial de souligner que les conséquences économiques de ces mesures nécessitent une analyse nuancée.

Premièrement, le Maroc, contrairement à certains de ses pairs, maintient une diversification judicieuse de ses sources d'approvisionnement alimentaire, minimisant ainsi sa dépendance à l'égard de la Russie et de l'Ukraine. Les restrictions imposées sur les exportations, bien que destinées à stabiliser le marché intérieur, ne devraient pas entraîner des perturbations majeures dans l'approvisionnement alimentaire national.

Deuxièmement, bien que les dépenses publiques aient connu une augmentation significative pour soutenir les ménages et maintenir les prix réglementés, la gestion financière reste maîtrisée. Les revenus dynamiques ont partiellement compensé cette hausse, évitant une détérioration excessive du déficit public.

Troisièmement, dans un contexte international complexe, marqué par la détérioration des conditions économiques dans l'Union européenne, le principal partenaire commercial du Maroc, les perspectives de croissance économique pour l'année à venir présentent des défis importants.

Cependant, les initiatives stratégiques du Maroc, telles que le programme Maroc vert, ont prouvé leur efficacité en stimulant les exportations agricoles et en diversifiant les sources d'importation de produits alimentaires et énergétiques. Ces stratégies, couplées à des efforts constants de modernisation agricole et de transition énergétique, offrent au Maroc une marge de manœuvre précieuse en période de crise.

En somme, bien que les défis économiques subsistent, les fondations solides établies par le Maroc dans sa diversification économique et ses programmes de développement offrent des perspectives encourageantes pour atténuer les impacts et favoriser une résilience soutenue. La flexibilité et la persévérance dans l'application de ces stratégies seront essentielles pour surmonter les obstacles actuels et assurer la prospérité économique à long terme.

Malgré les recommandations et les perspectives optimistes exprimées précédemment, il est important de reconnaître certaines limites dans l'étude de l'impact de la conjonction de la sécheresse persistante et de l'hiver rigoureux sur l'agriculture marocaine. Voici quelques limites potentielles à prendre en compte :

Complexité des Facteurs Climatiques : Les conditions météorologiques sont influencées par des facteurs complexes et interconnectés. L'étude se concentre sur la sécheresse et l'hiver rigoureux, mais d'autres variables climatiques pourraient également jouer un rôle, ce qui nécessiterait une analyse plus approfondie.

Impacts Socio-Économiques à Long Terme : Les conséquences économiques et sociales peuvent évoluer à long terme. Il serait nécessaire de suivre l'évolution de ces impacts au fil du temps pour évaluer la durabilité des mesures prises par le gouvernement et la résilience de l'économie marocaine.

Dépendance Économique Globale : Bien que le Maroc ait diversifié ses sources d'approvisionnement alimentaire, il reste lié aux fluctuations économiques mondiales. Une étude approfondie pourrait explorer davantage la nature de ces liens et la vulnérabilité potentielle du Maroc à d'autres crises internationales.

Évaluation des Programmes de Développement : Bien que le programme Maroc vert soit mentionné comme une initiative positive, une évaluation détaillée de son efficacité, de ses coûts et de ses bénéfices à long terme pourrait enrichir l'analyse.

Mesures d'Atténuation et Équité Sociale : Une évaluation plus approfondie des mesures d'atténuation, en particulier en termes d'équité sociale, pourrait être nécessaire. Comment ces mesures ont-elles impacté différents segments de la société, y compris les agriculteurs locaux et les populations vulnérables ?

Perspectives Géopolitiques : Les perspectives géopolitiques, notamment les relations avec d'autres nations et l'évolution des conditions internationales, peuvent également influencer l'économie marocaine. Une analyse plus poussée de ces facteurs serait bénéfique.

Réponses Futures aux Chocs Climatiques : Enfin, anticiper les réponses futures du gouvernement aux chocs climatiques similaires pourrait fournir des recommandations plus ciblées pour renforcer la résilience.

En tenant compte de ces limites, l'étude peut être améliorée et affinée pour offrir une perspective plus complète et nuancée de la situation.

Références :

- (1). Abdelaaziz Ait Ali, Fahd Azaroual, Oumayma Bourhriba et Uri Dadush, 2022, « Les répercussions économiques de la guerre en Ukraine pour l'Afrique et le Maroc » Policy Brief, février 2022, p. 7.
- (2). Banque mondiale, « L'économie marocaine subit la pression des chocs d'offres », COMMUNIQUÉS DE PRESSE, publié le : 14 FÉVRIER 2023, consulté le 24 Mars 2023.
- (3). Banque mondiale, communiqué de presse, 2023, « L'économie marocaine subit la pression des chocs d'offres » 14 FÉVRIER 2023.
- (4). Beranrd Bernier. YVES Simon, « initiation à la macroéconomie » 9ème Ed, Paris, P 306, (2007)

- (5). Chassang, S., & i Miquel, G. P. (2009). Economic shocks and civil war. *Quarterly Journal of Political Science*, 4(3), 211-28. <http://dx.doi.org/10.1561/100.00008072>.
- (6). Collier, P. (1999). "On the Economic Consequences of Civil War," *Oxford Economic Papers*, Vol. 51, 168-183.
- (7). Collier, P. (1999). On the economic consequences of civil war. *Oxford economic papers*, 51(1), 168-183. <https://doi.org/10.1093/oep/51.1.168>
- (8). Définitions, méthodes et qualité - Définitions - Prix à la consommation (Indice des) / IPC, www.insee.fr, consulté le : 14/02/2023.
- (9). DIDAST, Fatima Zahra, MDARBI, SAID. "L'influence de la guerre russo-ukrainienne sur l'économie internationale", *Revue de Management et Cultures*, 2022.
- (10). Economie régionale : « Comment la guerre en Ukraine se répercute dans toutes les régions du monde », Alfred Kammer, Jihad Azour, Abebe Aemro Selassie, Ilan Goldfajn et Chang Yong Rhee, www.imf.org, Publié le 15 mars 2022 et consulté le 25 Avril 2023.
- (11). EL AMYN J. & TOUILI K. (2023) «L'inflation et l'efficacité de la politique monétaire au Maroc», *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Volume 6 : Numéro 2 » pp : 621 – 645
- (12). fr.hespress.com, Hespress Français – Actualités du Maroc, Economie – « Rétro 2022 - L'inflation, un impact économique exacerbé par le conflit russo-ukrainien », consulté le 20/04/2023.
- (13). Hoeffler, A. et Reynal-Querol, M., (2003) « Measuring the Costs of Conflicts » in
- (14). <http://www.conflict-recovery.org/bin/2003>
- (15). Joël JALLADEAU, « Introduction à la macroéconomie », 2ème édition, De Boeck & Larcier s.a , Paris,P371, (1998)
- (16). Kang, S., & Meernik, J. (2005). Civil war destruction and the prospects for economic growth. *The Journal of Politics*, 67(1), 88-109
- (17). Koubi, V. (2005). War and economic performance. *Journal of Peace Research*, 42(1), 67-82. <https://doi.org/10.1177/0022343305049667>
- (18). Le Maroc et la Guerre en Ukraine : position et conséquences, www.institutmontaigne.org, Jamal Machrouh, publié le 12/07/2022 et consulté le 07/01/2023.
- (19). lematin.ma, Hicham Oukerzaz, « Guerre en Ukraine : impact certain sur l'économie marocaine », publié le 27 février 2022 et consulté le 27 Mai 2023.
- (20). Maroc : l'économie « fortement impactée » par la guerre en Ukraine , www.lepoint.fr, Publié le 16/07/2022 à 11h40 et consulté le 20/08/2023.
- (21). Nordhaus, W. D. (2002). The economic consequences of a war in Iraq. NBER Working Paper Series. Working Paper 9361 <http://www.nber.org/papers/w9361>
- (22). Rapport PNUD - Mai 2022, « Impacts socioéconomiques potentiels de la guerre Russie Ukraine » au Niger, page 3.